

Le gouvernement et des communautés indiennes du Pérou amazonien se rencontraient cette semaine sur fond de tensions croissantes dans le nord

Le gouvernement et des communautés indiennes du Pérou amazonien se rencontraient cette semaine sur fond de tensions croissantes dans le nord-est, où un état d'urgence localisé a été décrété après des manifestations indigènes contre des concessions pétrolières.

Le président de l'Association interethnique pour le développement de la jungle péruvienne (Aidesp), Alberto Pizango, a qualifié ce décret d'"acte d'agression". Pizango et des leaders indiens devaient rencontrer mercredi le Premier ministre Yehude Simon, sans espoir apparent d'avancée.

"Le gouvernement, et pas seulement celui-ci, nous a toujours traités comme des citoyens de second rang", a déclaré à l'AFP Pizango, dont l'organisme dit représenter 65 ethnies, réparties en 1.350 communautés regroupant 600.000 indigènes sur la partie amazonienne orientale du Pérou.

Depuis un mois des blocus de routes, de fleuves ou d'aéroports se sont multipliés dans le nord, pour obtenir le retrait de décrets de 2007 et 2008, qui selon ces communautés assouplissent les contrôles sur l'exploitation minière, pétrolière, forestière ou hydrique, de leurs terres ancestrales. Entre trois et 10 manifestants, selon les sources, ont été blessés dimanche lors de heurts avec la police qui forçait un blocus sur un pont à Jaen (nord).

La Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH) a appuyé lundi les demandes indigènes et demandé au gouvernement "d'abroger les décrets législatifs passés sans consultations préalables adéquates des peuples indigènes qu'ils affectent".

Le ministre de l'Environnement Antonio Brack a réaffirmé mardi qu'exploration et exploitation pétrolière continueront car l'Etat "ne peut compromettre la sécurité énergétique du Pérou".

"Le sous-sol n'appartient pas aux indigènes mais à tous les Péruviens", a-t-il déclaré à la presse étrangère à Lima. "Son gaz et son pétrole, doivent être exploités, en respectant l'environnement".

AFP 16 MAI 2009